

Le pouvoir aux travailleurs

04 MARS 1992

N° 5

PRIX: 50 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE

PAGES	
1 - 2	EDITORIAL: -DERRIERE LA DICTATURE DU REGIME, IL Y A AUSSI CELLE DE LA MISERE A COMBATTRE. COTE D'IVOIRE:
3 - 6	-PDCI face au FPI: les enjeux d'une épreuve de force.
6 - 8	- Travailleurs, sauvons nous nous-mêmes.
8 - 9	- Encore un colloque sur l'unité de l'Afrique.
9 -10	- La répression de Yop: une bavure?
11-12	- Vive la lutte des travailleurs de Filtisac.
	TCHAD:
14	- Manifestation suivie de grève générale.
	ALGERIE:
14-15	- Le FIS comme l'armée sont les ennemis des travailleurs.

fois, celle du régime comme celle, sociale, imposée par la classe riche, ivoirienne et étrangère, ont de toute façon intérêt à ce qu'il y ait plus de liberté, plus de droits démocratiques. Car ils pourront, ils devront s'en servir pour eux-mêmes, pour se réunir, pour s'exprimer, pour s'organiser, pour défendre leurs propres revendications.

Voilà pourquoi, les travailleurs devront être solidaires des étudiants quand ils font face à la répression ; voilà pourquoi ils doivent soutenir des revendications comme celle de la liberté d'expression, de la liberté de tenir des réunions, du droit de manifester.

Mais voilà pourquoi, aussi, les travailleurs ne doivent pas compter sur les seuls étudiants pour conquérir ces droits et ces libertés.

D'abord, parce que les étudiants, s'ils se mobilisent réellement, peuvent sans doute faire reculer le régime, ils ne pourront et sans doute, ne voudront, casser les piliers de la dictature, la police, l'armée. Les travailleurs, eux, ils ont cette force-là.

Ensuite, parce que les étudiants pourront et voudront encore moins mettre fin à ce qui est le terreau nourrissant de la dictature, cette révoltante inégalité sociale qui fait que, dans ce pays, quelques milliers de fainéants capitalistes peuvent réaliser des fortunes, tout en imposant à ceux qui travaillent, dans les usines, sur les docks, sur les plantations, sur les chantiers, dans les transports ou dans l'hôtellerie, des salaires et des conditions de vie misérables. Pour la plupart d'entre eux, l'idée du changement se limite à l'accession du FPI au pouvoir. Or même si Gbagbo parvenait à la présidence, et le FPI au gouvernement, cela ne changerait rien à la pauvreté, à l'exploitation de la classe ouvrière et des paysans pauvres. Il n'est même pas dit que cela change grand'chose pour ce qui est des libertés et des droits démocratiques, car Gbagbo et les siens comptent gouverner en s'appuyant sur la même armée que celle qui s'est illustrée à Yopougon, et sur la même police que l'on donne contre les manifestations aujourd'hui.

Seule la classe des travailleurs a véritablement intérêt à débarrasser le pays de cette couche parasitaire, qui, avec l'argent de ses rapines, peut s'acheter les politiciens, les militaires, les policiers. Seule la classe des travailleurs a intérêt à ce que la production, les revenus déjà limités de ce pays, étranglé par les puissances impérialistes, soient au moins répartis de façon plus juste et profitent d'abord à ceux qui travaillent et produisent.

Voilà pourquoi seuls les travailleurs pourront se battre efficacement, non seulement pour leur propre libération, mais pour la libération de toute la société.

PDCI FACE AU FPI
LES ENJEUX D'UNE EPREUVE DE FORCE

Depuis la manifestation du 18 février, le régime et le PDCI ont engagé une épreuve de force contre le FPI. Le pouvoir a pris prétexte des quelques Mercedes et BMW brûlées devant le Palais de la Justice, et des quelques vitrines de Banques, de Compagnies aériennes et de magasins chics malmenés au Plateau, pour faire arrêter et traduire en justice un certain nombre de dirigeants de l'opposition dont Laurent Gbagbo, malgré la prétendue immunité parlementaire de plusieurs de ces derniers.

Le prétexte est grossier. Difficile de savoir si les actes commis sont dus à des étudiants en colère contre le procès de leur leader - après tout, ils avaient bien des raisons d'être en colère, et quant aux propriétaires de voitures de luxe brûlées, ils ne méritent pas que l'on pleure sur leur sort - ou bien si, comme l'affirme la presse proche du FPI, le PDCI a mobilisé des provocateurs pour "compromettre" le FPI. De toute façon, Gbagbo n'était pas présent au moment des faits, et le pouvoir n'ose pas affirmer qu'il a donné des ordres pour qu'on brûle des voitures. On le rend néanmoins responsable des actes attribués à ses troupes. Mais à ce titre, le chef d'Etat-major devrait être depuis longtemps en prison car dans son cas, aucun doute n'est possible: ce sont bien ses troupes, en uniforme, qui sont responsables de la "bavure" de Yopougon, autrement plus grave que les incidents du Plateau.

Le pouvoir s'est emparé du premier prétexte venu, a grossi l'affaire au point d'en faire une affaire d'Etat, pour pouvoir mieux présenter le FPI et Gbagbo comme une bande de casseurs, à qui tous ceux qui ont une vitrine susceptible d'être cassée, une boutique susceptible d'être malmenée, une voiture susceptible d'être brûlée, auraient tort de faire confiance.

Les initiateurs de cette épreuve de force contre le FPI ne peuvent pas ignorer que l'arrestation du dirigeant du principal parti d'opposition, sous un prétexte aussi grossier, rend les discours officiels sur le multipartisme, sur la "démocratie", moins crédibles. Mais cela n'est pas forcément leur principal souci.

LA COMEDIE DU MULTIPARTISME

Il faut se souvenir que Houphouët n'a pas choisi de gaité de coeur le multipartisme qui, pour l'essentiel, consiste à autoriser l'existence de partis d'opposition, leur donner le droit de s'opposer, dans une certaine mesure, à la politique du gouvernement, et accepter que ces partis puissent se présenter à des élections, avec le risque donc pour le PDCI de se retrouver en minorité et de ne plus contrôler le gouvernement. Pendant un quart de siècle, Houphouët a régné en dictateur, s'appuyant sur un système de parti unique, on sait donc où vont ses préférences...

Mais voilà, pendant ce quart de siècle, la dictature policière, la corruption des sommets de l'Etat et la pourriture à tous ses niveaux, ont déconsidéré le régime. Si l'on ajoute à cela la montée des mécontentements des classes pauvres, due à la dégradation de leur situation, il y a là tous les ingrédients d'une explosion sociale. L'agitation dans les milieux étudiants, les grèves encore sporadiques, ont pu convaincre Houphouët qu'il fallait qu'il lâche du lest. Mais tout laisse à penser que ce n'est même pas Houphouët qui est arrivé à cette conclusion, mais ses protecteurs des grandes puissances

impérialistes, en premier lieu, de l'impérialisme français. Car ce n'est pas seulement ici, en Côte d'Ivoire, mais dans plusieurs pays d'Afrique, d'infâmes dictateurs se sont brusquement convertis à l'idée de multipartisme. La prétendue "démocratisation" de la Côte d'Ivoire faisait donc partie d'une évolution générale, orchestrée à partir de Paris. Il faut cependant souligner que les dirigeants de Paris ne sont pas plus démocrates que ne le sont nos propres dirigeants. Car non seulement ils ont toujours soutenu les dictateurs d'Afrique, mais ce sont eux qui leur fournissaient des troupes, en cas de difficulté. Et il est évident par exemple que les parachutistes français stationnés à Abidjan ne sont pas là pour défendre la Côte d'Ivoire contre une hypothétique invasion venue du Mali ou du Burkina Faso, ils sont là pour protéger les dirigeants et les riches de la Côte d'Ivoire contre la colère bien réelle de leur propre peuple.

Si Paris a poussé dans le sens du multipartisme, c'est uniquement pour que des régimes usés, comme celui de Houphouët, puissent disposer d'une soupape de sécurité pour empêcher la marmite d'exploser. Sous le règne du parti unique, les masses mécontentes n'ont pas d'autre choix que la révolte pour changer les choses. L'instauration du multipartisme vise à les convaincre qu'elles ont un autre moyen que de se révolter, et que cet autre moyen pour changer les choses, c'est de voter pour l'opposition.

C'est en réalité un mensonge, car l'opposition officielle, admise, ne fera pas autre chose que l'équipe actuellement au pouvoir, mais cela donnera aux masses l'illusion que le changement est possible. C'est autant de temps de gagné pour les riches.

Voilà sur quelle base le régime a laissé Gbagbo se faire une réputation d'homme politique d'opposition. Voilà pourquoi le FPI a été autorisé à s'organiser. Le dégoût à l'égard du régime étant ce qu'il est, le FPI n'a pas eu trop de mal à obtenir un certain crédit dans la population, dans l'intelligentsia, mais aussi dans les

classes qui souffrent le plus sur le plan économique, en particulier, dans la classe ouvrière.

LE JEU DU PDCI ...

Il est de notoriété publique qu'une bonne partie des notables du PDCI, bien installés dans le fromage du pouvoir, les uns tout en haut, les ministres, les députés, les autres, au niveau des municipalités, ne voient pas d'un bon oeil le multipartisme qui risque de les écarter de leurs postes lucratifs au profit de nouveaux venus patronnés par le FPI.

Et il est évident que, même ceux qui ont accepté, du bout des lèvres, le multipartisme, n'ont pas pour autant envie de céder leurs places à d'autres. "Multipartisme, admettons, mais à condition que le PDCI reste toujours au pouvoir et le FPI, dans l'opposition" - telle est évidemment la devise de tous les notables du PDCI, sauf ceux qui ont changé d'étiquette pour conserver leur place. Même dans les régimes dits démocratiques des pays riches, depuis longtemps établis, comme aux Etats Unis ou en France, les Partis au pouvoir se battent évidemment pour y rester. Même dans ces prétendues grandes et vieilles démocraties, si les grands partis qui assurent le pouvoir en alternance se présentent aux élections au nom de grands principes et de programmes, ils ont en réalité en vue des choses bien plus matérielles: avantages de toutes sortes, de l'argent qu'on manie, la possibilité d'attribuer des subventions, des marchés publics aux groupes capitalistes auxquels on est lié, etc.

Mais dans des pays comme les Etats Unis ou la France, l'assise économique de la bourgeoisie n'est pas seulement l'Etat, et le personnel politique ne se confond pas avec la classe riche (les grandes familles bourgeoises françaises, les Michelin, les Peugeot, font rarement de la politique, ils se

contentent de payer des politiciens pour en faire à leur place). En Côte d'Ivoire en revanche, chacun sait que c'est une bonne position dans l'Etat qui constitue la principale source d'enrichissement. C'est en pillant les caisses de l'Etat, en les détournant à leur profit ou celui de leurs familles, que nos ministres et députés se sont enrichis.

Autant dire que, multipartisme ou pas, élection ou pas, les notables du PDCI se cramponneront à leurs positions dirigeantes. Déjà que c'est une guerre à mort entre les différents clans à l'intérieur même du PDCI pour la succession de Houphouët, ce n'est pas le moment de faire une place pour d'autres.

Le PDCI s'accommode d'une opposition - à condition qu'elle reste l'opposition. Encore qu'une fraction de ce parti est hostile à cette expérience et souhaite que Houphouët fasse machine arrière ou que l'armée intervienne pour y mettre un terme.

C'est pourquoi, le PDCI cherche à discréditer à tout prix le FPI, à le faire apparaître comme un parti qui est incapable de gouverner. Ainsi, il s'est servi de la manifestation de la semaine dernière comme prétexte pour montrer qu'un parti comme le FPI qui est incapable de contrôler ses propres troupes est irresponsable et ne peut prétendre à gouverner.

...ET CELUI DU FPI.

Ce qui est frappant dans l'épreuve de force engagée, c'est que le PDCI garde l'initiative et que les dirigeants du FPI semblent désarmés, sur la défensive, ne sachant pas quoi faire.

Il faut dire que la combativité n'est pas le trait dominant de la politique du FPI. Les dirigeants du FPI font de l'action pacifique un évangile. Ce n'est pas seulement un choix politique, c'est un choix social. Le FPI

veut plaire aux couches dirigeantes, aux plus riches, aux notables, à tous ceux qui tiennent à l'ordre établi parce que cet ordre les favorise. Le FPI ne veut pas passer pour un parti irresponsable, un parti "bout de feu". Il veut apparaître comme un parti de l'ordre, tout autant que le PDCI. Voilà pourquoi il se montre si gêné par la campagne du PDCI visant à démontrer le contraire.

Et les dirigeants du FPI sont terrorisés par toute initiative politique qui pourrait être mal vue ou mal interprétée par un Mitterrand ou un Bush. On peut croire sur parole le journal "La Voie" (proche du FPI) quand il regrette la tournure très violente à son goût qu'a prise la manifestation et pleurniche sur le fait que le FPI n'ait pas su éviter le "piège".

Mais c'est là où, en tant que parti d'opposition, le FPI est soumis à deux impératifs contradictoires. D'un côté, en tant que chefs de file de l'opposition, les dirigeants du FPI veulent se montrer "responsables" en évitant soigneusement tout ce qui peut troubler l'ordre public. Mais de l'autre, pour ne pas être coupés de leur base, pour pouvoir canaliser à leur profit les mécontentements suscités par le régime PDCI, ils éprouvent de temps en temps le besoin de prendre l'initiative d'une manifestation, comme ils l'ont fait la semaine dernière.

Que va faire maintenant le FPI, si le PDCI continue son offensive ? Ahipeaud a été durement condamné avec les trois ans de prison et les 500.000 frs d'amende. Mais le FPI peut encore ne pas se sentir visé par cette condamnation-là, et se contenter d'exprimer sa solidarité vis à vis du leader étudiant. Mais si Gbagbo était condamné ?

Le FPI risque être donc placé dans une situation où il doit faire un choix: ou il ose se mettre à la tête d'une manifestation constituée essentiellement d'étudiants qui n'hésitent pas à narguer les forces de l'ordre et il est mal vu par la

bourgeoisie; ou il ne se joint pas aux étudiants et il sera déconsidéré par ceux-ci. Dans les deux cas il se trouve dans une position qui amuse le PDCI et le reconforte.

Si la situation sociale ne s'aggrave pas, le PDCI peut bien tirer les ficelles pour que le FPI ne fasse pas le poids et ne soit pas en mesure de l'inquiéter. Celui-ci pourrait rester cantonné longtemps dans l'opposition, à moins que le PDCI juge opportun de l'associer au pouvoir comme Diouf l'a fait avec Wade au Sénégal.

Mais si demain, malgré les discours sur le dialogue et la paix, il se produit une explosion sociale, le PDCI peut s'écrouler comme un château de cartes. Dans ce cas, le FPI aura alors une chance d'arriver au pouvoir.

Et c'est là où les travailleurs ne

doivent pas se faire d'illusions. Ceux des travailleurs qui suivent le FPI, parce qu'ils croient que la politique de celui-ci correspond à leurs aspirations, seront fort déçus. Car toute la politique de l'opposition actuelle a simplement pour but de remplacer une équipe dirigeante au service des riches par une autre équipe tout aussi pourrie et corrompue. Les rats de l'opposition, aujourd'hui maigres, veulent prendre la place de ceux qui sont au pouvoir pour s'engraisser à leur tour. Il n'y a rien à attendre d'eux.

La preuve en est que le FPI flatte et fait l'éloge de l'armée (malgré la répression de Yopougon); alors que celle-ci est un moyen d'oppression du peuple et de défense de l'ordre social injuste des exploités.

TRAVAILLEURS,
SALVONS-NOUS NOUS-MEMES

Il suffit de regarder autour de soi pour constater que même les années du tout relatif essor économique du passé n'avaient pas profité aux classes productives. Et depuis que la crise mondiale, le recul des investissements, l'effondrement des prix du café, du cacao, ont mis fin à tout essor, même relatif, la situation devient insupportable pour les ouvriers comme pour les paysans.

Les capitalistes, ivoiriens comme étrangers, exploitent d'autant plus cyniquement leurs ouvriers, que le chômage massif leur permet de remplacer, sur le champ, tout ouvrier qui protesterait contre les salaires lamentables, contre les heures supplémentaires non-payées, contre la dureté des conditions du travail. Comme il leur permet de se débarrasser, sur le champ, de tout ouvrier devenu simplement

inapte à se faire exploiter, du fait de l'âge, de la maladie, voire, d'accidents de travail subis dans l'usine même qui les jette à la rue. Les patrons des grandes entreprises savent qu'il leur suffit d'entre-ouvrir leurs portes pour que s'y engouffrent des dizaines, des centaines de journaliers, prêts à remplacer ceux qui sont jetés à la rue. Et le nombre de travailleurs à la recherche d'un emploi, même pour quelques jours, même pour des sommes inférieures ou égales à 1000 CFA, même pour des travaux particulièrement pénibles, s'accroît chaque jour, car chaque jour, des milliers d'hommes ou de femmes sont chassés par la misère et la faim de leurs villages de la Côte d'Ivoire ou des pays limitrophes et viennent en ville grossir les rangs des prolétaires.

Dans les entreprises les plus modernes, une production "à l'européenne" se fait avec des salaires et des conditions sociales à l'africaine. Ces entreprises rapportent des superbénéfices à leurs propriétaires, du fait que la même production, avec les mêmes machines, exigeant la même compétence qu'en France ou en Allemagne, est effectuée par des travailleurs cinq fois plus mal payés. C'est cet écart, ce sont ces superbénéfices, qui permettent à tant d'affairistes de s'enrichir; à tant de ministres, de députés et de dignitaires de l'Etat de voler; à tant de margoulins de faire de l'argent facile. Mais pendant que les parasites s'engraissent, ceux qui travaillent sont acculés. Salaires : misérables. Protection contre le chômage, la maladie, la vieillesse: néant. Sécurité de l'emploi: inexistante.

Il n'y a aucune chance que cette situation s'améliore toute seule. L'enrichissement des bourgeois de ce pays est tellement lié à la misère de leurs ouvriers - de ceux de leurs usines comme de leurs domestiques - qu'ils ne feront aucun cadeau. Et seuls d'incorrigibles naïfs peuvent espérer du pouvoir politique une amélioration du sort des travailleurs. Pour ce qui est de l'équipe au pouvoir, on l'a vue à l'œuvre pendant assez longtemps pour être éclairés sur leur corruption, leur pourriture, leurs liens avec la classe riche, leur mépris de la condition ouvrière. Quant à l'opposition, elle ne se distingue au fond de ceux qui sont au pouvoir que par le fait qu'elle n'y est pas encore. Mais il n'y a rien pour la classe ouvrière dans le programme de l'opposition, pas même l'engagement de doter enfin ce pays d'un minimum de protection sociale permettant aux travailleurs de ne pas crever de faim en cas de maladie, de vieillesse ou de chômage.

Voilà pourquoi les travailleurs n'auront que ce qu'ils sont capables d'imposer eux-mêmes. Mais pour cela, ils ont besoin d'organisations.

La grande majorité des organisations syndicales existantes sont

liées à l'UGTCL. Elles sont subordonnées à une bureaucratie syndicale pourrie jusqu'à la moëlle, simple courroie de transmission pour le pouvoir.

Sur le terrain politique, ce n'est guère mieux. Par haine légitime du régime, nombre de travailleurs sympathisent avec le FPI. Mais le FPI ne représente en rien leurs intérêts politiques. Il représente une solution de rechange pour la bourgeoisie, dans le cadre du système social existant. Quand bien même le FPI arriverait au pouvoir, les riches resteront riches, les pauvres resteront pauvres, et les premiers continueront à écraser et à voler les seconds.

Même sur le simple terrain de la démocratie et des libertés politiques, on constate que le FPI est, au mieux, impuissant, pleutre, incapable même de s'opposer à l'arrestation de ses propres dirigeants. Mais surtout, quelle garantie auraient les travailleurs que leurs libertés seraient assurées même si le FPI parvenait au pouvoir, alors que le FPI compte gouverner avec la même police, la même armée, les mêmes fonctionnaires que le PDCI? Comment même parler de libertés pour les travailleurs, s'ils doivent continuer à subir la dictature de la misère, la dictature de la faim, la dictature des patrons qui peuvent les embaucher et les compresser comme ils le veulent et quand ils le veulent ?

Les étudiants se sont donnés des organisations qui valent ce qu'elles valent, mais qui les représentent. Il est indispensable que les travailleurs en fassent autant. Et faire autant serait, d'emblée, faire mieux. Car les travailleurs constituent une force sociale incommensurablement plus importante que les étudiants. Par leur nombre déjà. Mais surtout, par leur place dans la production. Ce sont eux qui font tourner les usines, fonctionner les transports; ce sont eux qui construisent, chargent, déchargent, bâtissent; ce sont eux qui font marcher l'économie pendant que leurs femmes nourrissent et nettoient la

crasse des bourgeois. C'est grâce à leur travail que se créent les richesses que bourgeois et ministres se contentent de voler.

Si les étudiants sont remuants, le pouvoir peut décider de fermer les universités. Il ne peut pas fermer toutes les usines.

La comédie du multipartisme n'est qu'une caricature de la démocratie. Mais elle représente un certain assouplissement dans la dictature. Il est plus facile que dans le passé de se réunir, de faire circuler tracts, journaux et publications ; de propager des idées. Les travailleurs ont intérêt à se saisir de ces quelques possibilités pour créer des organisations syndicales là où elles n'existent pas ou encore, là où elles sont complètement subordonnées à des bureaucraties corrompues. Ils ont intérêt à s'organiser dans les entreprises, sur les chantiers, dans les quartiers pauvres, pour discuter comment améliorer leur sort et celui de tous les pauvres, comment intervenir, au nom des travailleurs, contre les multiples manifestations de l'arbitraire policier

ou militaire, comment s'opposer aux innombrables injustices dont sont victimes les travailleurs.

Des grèves éclatent déjà, sporadiquement, et il leur arrive de faire reculer des patrons. A travers ces innombrables petites batailles les travailleurs renforcent leur solidarité à l'intérieur de l'entreprise, de la corporation où ces grèves ont lieu. Il faut que ces liens de solidarité s'élargissent, soudent ensemble des travailleurs d'entreprises et de corporations différentes. Alors, la classe ouvrière commencera à peser sur la vie politique de ce pays. Alors, elle pourra se mettre à préparer un autre avenir pour ce pays; un avenir où l'on respectera le travail et non pas le parasitisme ; où la considération ira à ceux qui produisent et créent et pas à ceux qui se contentent de voler le fruit du travail des autres.

Il y a fort à faire pour tout ouvrier, pour tout travailleur conscient dans cette voie...

ENCORE UN COLLOQUE
SUR L'UNITE DE L'AFRIQUE

Les 8 et 9 février dernier s'est tenu à Abidjan, sur l'initiative du FPI, un colloque international sur l'intégration économique des pays d'Afrique de l'Ouest.

C'est le nième colloque sur le thème de l'unité africaine; et son seul intérêt était de permettre aux participants de passer confortablement quelques jours de vacances dans des

hôtels de luxe. Mais une fois le colloque terminé, tout restera comme avant: les frontières nationales, l'exploitation et la misère.

Car les dirigeants et les riches africains savent qu'ils ne peuvent continuer à profiter de leurs privilèges et à s'enrichir que grâce à l'existence des Etats nationaux. Ils ne voudront donc jamais y mettre fin de

leur propre volonté.

Ce que nous souhaitons, c'est que le jour où les travailleurs africains se battront pour défendre leurs propres intérêts, ils considéreront ceux des pays voisins comme des frères et s'uniront à eux pour être forts. Ils prendront alors conscience aussi de la nécessité d'intégrer tous les Etats d'un bout à l'autre de l'Afrique et d'en faire une seule entité.

La création d'un vaste ensemble n'est pas en contradiction avec la coexistence de plusieurs communautés, ni avec l'identité des différentes ethnies. Au contraire. Les Etats africains ont beau être trop petits à l'égard des nécessités économiques, ils n'assurent pas pour autant le plein épanouissement de chacune des multiples ethnies ou nationalités qui se trouvent sur le sol de chacun (même la petite Côte d'Ivoire compte plus de soixante ethnies). Qui peut prétendre que dans le Libéria pourtant prétendument "démocratique" du temps de Tubman, la minorité d'origine américaine respectait les droits des autres ethnies ? On voit bien que cette égalité n'a pas été assurée depuis. Qui peut citer un seul Etat d'Afrique où toutes les ethnies sont sur un pied d'entière égalité, et où aucune n'est opprimée, d'aucune façon ?

Une Afrique unifiée par les

travailleurs, les "Etats Unis socialiste d'Afrique" en quelque sorte, se contenterait de coordonner à l'échelle du continent tout ce qu'il est nécessaire de coordonner: grands travaux, organisation planifiée à l'échelle du continent de la production "lourde" -énergie, centrales hydroélectriques, moyens de transport et leur production- en fonction des ressources et des possibilités des régions et des besoins de tous; elle supprimerait évidemment, aussi, les frontières, les douanes, tout ce qui empêche les hommes et les produits de passer librement d'une région d'Afrique à une autre. Mais en revanche, elle instaurerait la plus grande démocratie locale: les ressortissants de chaque ethnie qui souhaiteraient avoir une autonomie et la liberté de décider de leurs affaires propres, pourraient le faire. Pareil d'ailleurs pour chaque municipalité, pour chaque village, par-delà les divisions ethniques qui, on peut l'espérer, se résorberont progressivement dans l'avenir.

Il appartient donc aux travailleurs de réaliser cette tâche. Car non seulement ils en ont la force et la capacité, mais encore eux seuls, ils n'ont aucun intérêt à maintenir ces carcans que sont les frontières nationales.

LA REPRESSION DE YOP,
UNE BAVURE ?

L'opposition et le pouvoir parlent tous les deux de "bavure", lorsqu'ils parlent de la répression contre les étudiants de la cité universitaire de Yopougon.

L'opposition réclame des sanctions contre les coupables pour "sauver l'honneur de l'armée". Houphouët refuse toute sanction... pour les mêmes raisons.

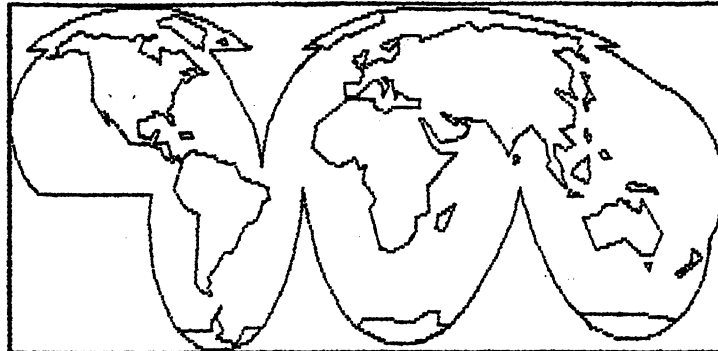
Si l'affaire de Yopougon est une "bavure", eh bien l'armée est bien là pour ce genre de "bavure" et même en plus grave que ça. Parce qu'il ne faut pas oublier qu'elle est le pilier de la dictature, pas seulement en Côte d'Ivoire mais partout où il y a exploitation.

Et c'est l'ensemble de cette institution qu'ils appellent "les corps habillés" qui est là, comme ils disent, pour défendre "la nation". Mais qu'est

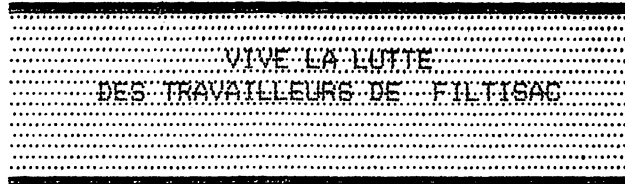
-ce que cela veut dire? Rien de plus que la défense des intérêts de la nation des riches contre la nation des pauvres, contre leur colère. Au cas où cette armée ne suffirait pas, la "43ème Bima" est là pour les aider à maintenir l'exploitation des travailleurs.

Qu'elle soit dirigée par un Robert Guéi ou par un autre; par un partisan du PDCI ou même par un sympathisant du FPI, l'armée tapera toujours sur les pauvres...

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !



Le 28 février, tous les travailleurs de Filtisac ont arrêté le travail pour protester contre la mise au chômage technique de ceux de "Filtisac Jute". En effet, dès que ceux-ci ont appris qu'ils allaient être mis au chômage pendant un mois sous prétexte qu'il manquerait de matières premières, ils ont immédiatement arrêté le travail. Ensuite, ils sont allés voir leurs camarades de "FILTEX" et de "Filtisac Synthétique" en leur disant: "nous sommes en grève. Rejoignez-nous dès maintenant. N'attendez pas que la même mesure vous frappe avant de réagir". Leur appel a été entendu sans difficulté.

Ainsi, tout Filtisac s'est mis en grève. Les grévistes ont bloqué toutes les portes, obligeant ainsi la direction à rester sur place pour négocier avec eux. Mais celle-ci a refusé de négocier. Elle a refusé d'entendre parler d'un mois de salaire correspondant à la durée du chômage, que les travailleurs réclamaient. Elle a préféré faire appel aux forces de l'ordre.

Une quarantaine de CRS sont intervenus. Des hauts responsables de l'UGTCI, dont un du textile, sont eux aussi venus à la rescousse des patrons. Il ont tenté de persuader les travailleurs de renoncer à leur grève. En vain. Alors ce sont les forces de répression qui ont essayé de briser la détermination des grévistes. Filtisac s'est transformé en un champ de bataille où des barricades de fortune sont dressées et où des jets de cailloux répondaient aux gaz lacrymogènes et aux coups de matraques.

Après plusieurs heures d'affrontements, les policiers ont réussi à déloger les travailleurs et à les chasser le plus loin possible de l'usine. Il y a eu au moins quatre travailleurs blessés et quelques arrestations. Les travailleurs du "syntétique" n'ont repris le travail que le lendemain. Mais les deux autres secteurs sont pour l'instant fermés.

Nous ne savons pas quelle suite les grévistes comptent donner à leur mouvement. Pour que le rapport des forces soit en leur faveur, pour obliger les patrons à leur donner satisfaction, il aurait fallu que la grève s'étende et touche au moins tout le groupe IPS dont fait partie Filtisac. Mais les travailleurs n'avaient pas le temps de penser à tout cela. Ils n'ont pas pu préparer leur grève ni se donner une véritable direction à leur lutte. Ils ne le pouvaient pas. Car l'annonce du chômage technique est tombée brutalement, telle une foudre sur leur tête.

Mais malgré le fait que les travailleurs de Filtisac soient pris au dépourvu, malgré la spontanéité de leur action, ils se sont battus comme un seul homme, avec courage et avec une cohésion remarquable. Ils ont cédé face aux forces armées, face à une répression brutale. Mais avec dignité.

La principale leçon que nous, travailleurs, pouvons tirer de cette grève, est que l'absence d'une organisation syndicale et politique dirigée par nous-mêmes a fait cruellement défaut.

TRAVAILLEURS EXPLOITES... TRAVAILLEURS EN LUTTE... EN BREF... EN BREF...

En effet, si nous avons un syndicat au service de nos intérêts -et non un syndicat au service des patrons comme l'UGTCI- nous ne serions pas pris à l'improviste. Car il nous aurait préparés à l'éventualité de ce genre de mauvais coups des patrons et donc à une riposte de notre part.

Ensuite, nous voyons bien que

chaque fois qu'un conflit nous oppose aux patrons, l'armée, les CRS, la police et la gendarmerie sont toujours de leur côté, à leurs ordres. Et c'est là leur rôle normal. Car les forces armées sont là pour défendre les privilèges des riches, pour défendre l'ordre social de tous ceux qui vivent et s'enrichissent de notre travail.

LES GROTOS S'ENRICHISSENT SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS

Après 20 ans de travail chez Filtisac, l'ouvrier se rend au travail à pied; ne peut pas se soigner; ne peut même pas s'acheter des chaises pour la maison. Et la fin des fins, il se fait "bomber" et se fait taper dessus parce qu'il réclame son droit.

EXPLOITATION COTE COUR. EXPLOITATION COTE JARDIN.

Manceuvre payé à 1000f par jour. Et il faut en plus travailler jusqu'à 20h, 21h.

C'est le côté cour de l'exploitation de ces belles villas où habitent tous ces bourgeois.

Une "bonne" payée à 10.000f par mois avec seulement 4 jours de repos. Soit 385f par jour. Mais même ce salaire de misère ne lui était pas remis tous les mois. Elle a osé revendiquer que sa patronne lui donne au moins régulièrement cette maigre paie. Elle a été mise à la porte.

TRAVAILLEURS EXPLOITES... TRAVAILLEURS EN LUTTE... EN BREF... EN BREF...

"La voie" titre: "DEPART VOLONTAIRE, UNE COMPRESSION SANS DOULEUR".

Sans douleur pour le rédacteur de "La voie", mais sûrement pas pour les "compressés". "Opposition" peut-être. Mais certainement du même bord que les grotos: ce n'est pas celui des travailleurs.

TAXIS CHOTEAU, TAXI GROTO!

Choteau, ancien Colonel de l'armée française pendant la colonisation. Aujourd'hui à la tête de plus de 500 "taxis 35-30-30".

"Entreprise modèle" titrait la presse lors de sa création.

"Salaire de misère", crient ensemble les travailleurs!

Comme tous les bourgeois, ce colonel croit encore être du temps des "travaux forcés". Il n'a pas complètement tort.

provocations de l'armée peut déclencher des réactions dans la population elle-même. L'armée a prétendu pourtant prendre le pouvoir au nom de la démocratie.

Mais aujourd'hui, pas plus qu'hier, les masses pauvres d'Algérie n'ont aucune illusion à se faire quant à la prétendue volonté de ces mêmes assassins qui dirigent l'armée de "protéger" une quelconque "démocratie". En envoyant leurs chars dans les quartiers populaires d'Alger, ce n'est pas seulement les dirigeants du FIS qu'ils veulent intimider. Ils veulent surtout montrer à tous les pauvres qui souffrent de la misère et de la dégradation permanente de leurs conditions de vie qu'ils sont de nouveau prêts à les massacrer, si jamais ils osent manifester dans les rues.

Le raz-de-marée électoral du FIS lors du premier tour des législatives s'est expliqué par le fait qu'une partie importante des couches populaires s'est abstenue parce qu'écoeuvrée par la politique du FLN. Le FLN au pouvoir depuis 30 ans a représenté et représente encore les intérêts de la bourgeoisie algérienne et des banques internationales. Ce sont ces gens-là qui ont exploité et pillé sans vergogne la population algérienne au point d'en jeter une partie dans les bras du FIS.

Mais si le FIS arrivait demain au pouvoir, ce sera une dictature encore plus féroce contre les pauvres. Ce parti est ouvertement financé par certains capitalistes algériens, après l'avoir été (jusqu'à la guerre du Golfe) par les rois du pétrole tel celui de l'Arabie Saoudite. D'ailleurs le FIS donne comme modèles le Soudan, l'Arabie Saoudite et l'Iran, trois régimes qui se conduisent de manière impitoyable contre les déshérités.

Les Imams ou les Mollahs au pouvoir, ce serait, pour la société, un recul de plusieurs dizaines d'années en arrière. Ce serait le pouvoir de l'obscurantisme, des idées rétrogrades. Ce serait le bâillon contre les femmes, la soumission forcée de la jeunesse, et la Charia pour les pauvres. Ce serait aussi remplacer le droit des pauvres à la dignité par l'aumône.

La menace de l'intégrisme musulman n'est pas seulement vraie en Algérie. Elle est réelle aussi dans d'autres pays, pas seulement dans les pays arabes, mais aussi en Afrique Noire. Au Nigéria, ce sont les dirigeants intégristes qui alimentent ou créent des conflits entre les ethnies ou entre les régions qui n'ont pas la même religion qu'eux. Ces conflits ont déjà fait des centaines de victimes.

Toutes les idées réactionnaires que véhiculent ces dirigeants religieux poussent sur le fumier de la misère, aggravée par la crise de l'économie capitaliste. Des millions de pauvres ne voyant aucune solution à leur misère peuvent se jeter dans les bras des intégristes qui leur promettent une issue dans l'Islam. Mais c'est un piège mortel pour les exploités que de faire confiance à ces dirigeants démagogues et assassins. Car contre la misère, le dénuement et l'exploitation, il n'y a pas de solution venant du ciel. Seule la lutte des exploités eux-mêmes peut changer leur sort. C'est pour cela que, partout, il est nécessaire que les travailleurs s'organisent, créent leurs propres partis politiques révolutionnaires et se battent contre le système capitaliste qui est le vrai responsable de leur misère.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.